



Monsieur le Maire
Hôtel de ville
177, avenue Gabriel Péri
92237 GENNEVILLIERS

A l'attention de Monsieur VILLEGAS Ernesto

Dossier N° : GNV AU 092 036 16 E 0034 M 01

Affaire suivie par Etienne LATIMIER – Tél : 01 44 74 85 62 – E mail : elatimier@sipperec.fr

Objet : Demande d'instruction du volet raccordement au réseau de distribution publique d'électricité.

P.J. : Compte rendu d'analyse de la PTF d'ENEDIS.

Monsieur le Maire,

Je vous informe que le SIPPEREC rend un **avis réservé** sur la proposition technique et financière d'ENEDIS afférente à l'autorisation d'urbanisme citée ci-dessous.

N° de dossier : GNV AU 092 036 16 E 0034 M 01

Adresse des travaux : 16 RUE Leonie Caron -
92230 GENNEVILLIERS

Demandeur : SCI GENNEVILLIERS RUE GEORGES QUEMERAS YANICK

L'avis réservé porte sur l'estimation de la puissance proposée par ENEDIS ou le pétitionnaire, sur le bon tiers payeur, sur la solution technique proposée par ENEDIS qui ne semble pas être l'opération de raccordement de référence. En conséquence, la moins-value devrait s'élever à 8 084 € sur un total de 8 084 €.

La synthèse et le détail des analyses sont présentés en annexe.

Nous vous invitons dès à présent à demander auprès d'ENEDIS une nouvelle proposition technique et financière.

A réception de celle-ci, nous vous proposons de nous l'adresser pour analyse et avis.

Dans l'hypothèse d'un maintien de la position d'ENEDIS, nous vous proposons de participer à une réunion d'explication et d'étude du dossier en leur présence.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations respectueuses.

Paris, le
11/07/2019
Le Directeur Général

Julien TARIS

AU N° : GNV AU 092 036 16 E 0034 M 01

Synthèse des analyses réalisées

1) La puissance prise en compte par ENEDIS est-elle cohérente avec le projet ?

Avis positif : Non

Avis réservé : Oui

2) La proposition financière proposée par ENEDIS respecte-t-elle le bon tiers payeur (paiement de la contribution extension par la ville) ?

Avis positif : Non

Avis réservé : Oui

3) La solution technique proposée par ENEDIS correspond-elle à l'opération de raccordement de référence?

Avis positif : Non

Avis réservé : Oui

4) La proposition financière proposée par ENEDIS est-elle établie en fonction des prix du barème de raccordement ou sur devis ?

Barème : Non

Devis : Oui

Ces contrôles sont établis sur la base des informations collectées lors des contrôles techniques de la concession de distribution et de fourniture électrique.

RAPPORT DES ANALYSES REALISEES**1) Analyse de la puissance et du niveau de tension pris en compte par ENEDIS**

Le SIPPEREC estime la puissance à raccorder selon les données du tableau 10 de l'article 5.5.3.1 de la norme NFC 14.100

	Proposition Pétitionnaire sur CERFA	Proposition retenue par ENEDIS	Analyse SIPPEREC NFC 14-100	Analyse SIPPEREC RT 2012
Puissance BT proposée (kVA)	614	614	195	153

1) Commentaires :

La puissance de 614 kVA sur laquelle a été instruit le projet le raccordement de cette résidence étudiante de 128 chambres semble surévaluée.

En effet d'après la C 14-100 une puissance de 195 kVA permettrait d'alimenter le projet se décomposant ainsi :

- 141 kVA pour l'alimentation des chambres (puissance unitaire par chambre : 3 kVA) ;
- 54 kVA pour les services généraux et autres usages.

La RT 2012 estime quant à elle, à titre indicatif, qu'une puissance de 153 kVA suffirait à desservir le projet.

Conclusion :

La puissance prise en compte par ENEDIS est-elle cohérente avec le projet ? **Non**

Le niveau de tension (BTA ou HTA) retenu par ENEDIS est-il adapté au projet ? **Oui**

2) Analyse du tiers payeur de la contribution extension

Définition d'une extension (Article 2 du décret 2007-1280 du 28 Août 2007)

2.1 S'agit-il d'un projet exceptionnel au sens de l'article L332.8 du code de l'urbanisme ? Non

2.2 S'agit-il d'un raccordement individuel ? Non

2.3 S'agit-il d'un raccordement collectif ? Oui

Les règles de financement des opérations de raccordement au réseau de distribution d'électricité telles que fixées aux articles L. 342-1 et suivants du code de l'énergie s'appliquent. Notamment :

« Les coûts de remplacement ou d'adaptation d'ouvrage existants ou de création de canalisation en parallèle à des canalisations existantes afin d'en éviter le remplacement, rendus nécessaires par le raccordement en basse tension des consommateurs finals, ne sont pas pris en compte dans la contribution due par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale mentionné au quatrième alinéa. Ces coûts sont couverts par le tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution mentionné au 1 de l'article 4 lorsque ce raccordement est effectué par le gestionnaire du réseau public de distribution »

En vertu de ces règles, lorsque l'extension de réseau est nécessitée pour le raccordement d'une opération soumise à autorisation d'urbanisme, la part de la contribution correspondant à l'extension située hors du terrain d'assiette de l'opération est due par la collectivité en charge de l'urbanisme. En revanche, les travaux de renforcement ne sont pas pris en compte dans cette contribution mise à la charge de la collectivité car ils sont intégralement couverts par le tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution.

Le projet concerne-t-il un raccordement de consommateurs final en basse tension ? **Oui**

Dans ce cas, l'article ci-dessous peut s'appliquer.

Article 18 de la loi n°2000-108 du 10 Février 2000, modifié par l'article 71, alinéa II de la loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 :

« Les coûts de remplacement ou d'adaptation d'ouvrages existants ou de création de canalisations en parallèle à des canalisations existantes afin d'en éviter le remplacement, rendus nécessaires par le raccordement en basse tension des consommateurs finals, ne sont pas pris en compte dans la contribution due par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale mentionné au quatrième alinéa. Ces coûts sont couverts par le tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution mentionné au 1 de l'article 4 lorsque ce raccordement est effectué par le gestionnaire du réseau public de distribution »

Existe-t-il un réseau au droit du projet ?

	Proposition ENEDIS	Analyse SIPPEREC
Réseau BT au droit du projet	Non renseigné	Oui

Les articles 12.2.2, 12.4.4 et 12.5.4 du barème validé par la commission de régulation de l'énergie (CRE), fixent les modalités de calcul de la contribution due au titre de l'extension.

2.4 S'agit-il d'un raccordement lié à l'aménagement d'une ZAC ? Non

Les articles 12.6.3 et 12.6.4 du barème validé par la commission de régulation de l'énergie (CRE), fixent les modalités de calcul de la contribution due au titre de l'extension.

Plusieurs départs sont présents à proximité du projet :

- les départs "2", "3" du poste de distribution publique "MIRAUMONT" ;
- le départ "11" du poste "COMITE".

Par conséquent, l'article L342-11 du code de l'énergie s'applique et le renforcement du réseau, si nécessaire, est à la charge d'ENEDIS avec un financement TURPE.

Par conséquent la CCU n'a aucune contribution à sa charge dans le cadre du raccordement de ce projet.

Conclusion :

La proposition financière proposée par ENEDIS respecte-t-elle le bon tiers payeur ? Non

Le bon tiers payeur est : ENEDIS avec un financement sur le TURPE.

Rappel : si la CCU n'est pas le tiers payeur, elle n'a pas à financer la part de l'extension réalisée hors du terrain d'assiette.

3) Analyse des critères de l'opération de raccordement de référence

Le niveau de tension préconisé par le SIPPEREC est : BT

Quelque soit le tiers payeur, le chiffrage d'ENEDIS pour le calcul de la contribution due lors du raccordement doit s'appliquer à l'opération de raccordement de référence qui est définie à l'article 1 de l'arrêté du 28 août 2007 qui précise :

« ...une opération de raccordement est un ensemble de travaux sur le réseau public de distribution et, le cas échéant, sur les réseaux publics d'électricité auquel ce dernier est interconnecté :

- (i) nécessaire et suffisant pour satisfaire l'évacuation ou l'alimentation en énergie électrique des installations du demandeur à la puissance de raccordement demandée ;
- (ii) qui emprunte un tracé techniquement et administrativement réalisable, en conformité avec les dispositions du cahier des charges de la concession ou du règlement de service de la régie ;
- (iii) et conforme au référentiel technique publié par le gestionnaire du réseau public de distribution.

L'opération de raccordement de référence représente l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement.... ».

L'opération de raccordement de référence est une notion créée pour le calcul de la contribution due par les tiers au titre des opérations de raccordement. Les travaux de renforcement n'étant pas financés par cette contribution, ils sont exclus du périmètre de l'opération de raccordement de référence.

Données pour analyser ce critère :	Proposition ENEDIS	Analyse SIPPEREC
Nom du départ Basse Tension (BT)		Départ 2
Nombre de clients totaux sur le départ	0	9
Dont clients de plus de 36 kVA	0	0
Le départ (BT) existant peut-il desservir la nouvelle puissance à raccorder ?		Oui
Distance du projet au réseau BT, en m	0	2
Nom du poste de distribution publique		MIRAUMONT
Nombre de clients totaux sur le poste	0	194
Dont clients de plus de 36 kVA	0	0
Le poste existant peut-il desservir la nouvelle puissance à raccorder ?		Oui
Distance du projet au poste, en m	0	58

Descriptif de l'opération proposée par ENEDIS :	Enedis prévoit la création d'un poste de distribution publique via un raccordement de 2*50 mètres sur le réseau HTA.
Le tracé de l'opération est-il techniquement et administrativement réalisable (domaine public) ?	Oui

L'opération de raccordement de référence consiste à répartir les charges en réalisant deux branchements sur les câbles Basse Tension départs "2" et "3" issus du poste de distribution publique "MIRAUMONT" suite à leur renforcement.

Une autre solution consiste en effet à créer un poste de distribution publique au sein de la parcelle via un branchement de 2x5m en double dérivation sur le réseau HTA "N 036" le long de la rue Louis Castel. Cette opération, qui rentre dans le périmètre couvert par le TURPE, représente une moins-value de 3 963 € HT sur l'opération proposée par Enedis.

Si le pétitionnaire souhaite une autre solution technique (emplacement du point de pénétration de l'électricité sur la parcelle), le surcoût des travaux est à sa charge.

Conclusion :

La solution technique proposée par ENEDIS correspond-elle à l'opération de raccordement de référence ? **Non**

4) Application du barème - chiffrage de l'extension

L'arrêté du 28 août 2007 fixe les principes de calcul de la contribution de la collectivité.

Le barème pour la facturation des opérations de raccordement, validé par la Commission de régulation de l'énergie(CRE), fixe les modalités de calcul de cette contribution.

La facturation est analysée selon les critères ci-dessous :

Le taux réfaction est-il appliqué par ENEDIS ?	Oui
Quel est le chiffrage présenté par ENEDIS ?	8 084
Le chiffrage de la part raccordement réalisé hors du terrain d'assiette, financé par un tiers, est-il réalisé avec les prix du barème ou sur devis (canevas technique).	Devis
D'après les points 2) et 3), quel serait le montant de la part raccordement réalisé hors du terrain d'assiette de l'ORR, financée par un tiers, au barème ?	0

Analyse finale du chiffrage d'ENEDIS de la contribution due par la CCU :

	Chiffrage de la contribution selon la proposition adressée par ENEDIS	Chiffrage de la contribution selon l'analyse du SIPPEREC	Moins-value
Montant (€ HT)	8 084	0	8 084

Le renforcement du réseau (remplacement des câbles Basse Tension, création d'un poste de distribution publique) est à la charge d'Enedis et les branchements sont à la charge du demandeur. La commune n'a pas de contribution financière à sa charge.

Conclusion :

La proposition financière proposée par ENEDIS respecte-t-elle les modalités de chiffrage sur devis ou barème communément pratiqués par ENEDIS ? **Oui**

La proposition financière proposée par ENEDIS respecte-t-elle les textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs au financement des opérations de raccordement ? **Non**